



Programme Cameroun INFOS

Le magazine trimestriel d'information du Programme Cameroun
de l'Union internationale pour la conservation de la nature

Edition N° 5



PROGRAMME CAMEROUN INFOS

Edition N° 5

Programme Cameroun

B.P. 5506 Yaoundé Cameroun

Tel: +237 22 21 64 96

Fax: +237 22 21 64 97

cameroon@iucn.org

www.iucn.org/fr/propos/union/secretariat/bureaux/paco/cameroun

Directeur de Publication :

Rémi JIAGHO

Chargé des programmes

Rédaction :

Equipe Technique du
Programme Cameroun

Design & Lay out :

Winnie KITIO T.

Collaborateurs et crédit photos :

Chefs et assistants de projets

Points focaux

Le personnel du Programme Cameroun

Dans ce numéro:

Editorial.....	3
Qui sommes nous	3

LES NOUVELLES

Les chefs traditionnels renforcent leurs capacités sur l'accès aux ressources..... 4

Communication pour le changement : Radio Environnement partage son expérience sur la lutte anti braconnage..... 5

L'UICN participe à la table ronde sur le Plan de Convergence de la COMIFAC..... 6

Lutte contre le braconnage : des éco gardes formés à Sena Oura..... 7

Le transport aérien des espèces sauvages au cœur d'un atelier..... 8

L'UICN participe aux activités de la Journée Mondiale de la Biodiversité au Cameroun 9

L'UICN renforce la lutte anti braconnage au Parc National de Sena Oura au Tchad..... 10

Les communautés de la partie camerounaise du TNS renforcent leurs capacités en agriculture durable..... 11

LE ZOOM

Projet BRIDGE Africa : Pour une plus grande coopération par la diplomatie et la gestion transfrontalière de l'eau 13

L'INTERVIEW

Sanusi Abdoulaye, CBLT Executive Secretary on Radio Environment..... 15

LE SAVIEZ-VOUS?

Gorilles: Ces frères de l'homme en danger de disparition !..... 18

Le magazine ***Programme Cameroun Infos*** est une publication trimestrielle conçue pour communiquer sur les activités du programme Cameroun de l'UICN.

Il est disponible sur www.iucn.org/fr/propos/union/secretariat/bureaux/paco/cameroun

EDITORIAL

Chers lecteurs,

Fidèles à notre coutume de partager avec vous notre magazine trimestriel d'information, porte ouverte sur nos activités et réalisations, nous avons le plaisir de vous présenter ce numéro, fruit des activités que nous avons mis en œuvre entre avril et juin 2016.

Au cours du trimestre écoulé, nous avons apporté notre appui technique à nos partenaires, notamment la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) dans le cadre de la vulgarisation de son nouveau Plan de Convergence. Nous avons travaillé aux côtés des communautés locales dans le cadre de la lutte contre le braconnage, du processus REDD+ et de la gestion des ressources naturelles.

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à vous rendre sur notre site internet au lien www.iucn.org/fr/propos/union/secretariat/bureaux/paco/cameroun ou écrivez-nous à l'adresse cameroun@iucn.org.

Bonne lecture et à bientôt dans un prochain numéro. /

*Kyebloubé Signaboubo
Assistant Technique*

QUI SOMMES NOUS ?



Vue du siège social du Programme Cameroun au Cameroun

L'UICN intervient au Cameroun et dans la sous-région Afrique centrale depuis 1992 dans les domaines de la gouvernance des ressources naturelles, des aires protégées, des forêts, des ressources en eau et des zones humides, des zones côtières et marines et du changement climatique.

Le Programme Cameroun de l'UICN a pour but de contribuer à la conservation de la diversité biologique et à l'amélioration des conditions d'existence des populations en collaboration avec les parties prenantes à tous les niveaux (local, national, régional et international). Notre mission qui s'aligne sur la mission globale de l'UICN est d'influer sur les sociétés du monde entier, les encourager et les aider à conserver l'intégrité de la nature, et veiller que toute utilisation des ressources soit équitable et écologiquement durable. Le Programme Cameroun de l'UICN intervient dans plusieurs sites au Cameroun, dont plusieurs sont transfrontaliers avec les pays riverains.

Les chefs traditionnels renforcent leurs capacités sur l'accès aux ressources

Du 21 au 22 juin 2016 s'est tenu à Douala au Cameroun un **atelier national de renforcement des capacités des chefs traditionnels et des peuples autochtones sur les connaissances traditionnelles, l'utilisation coutumière durable et les dispositions connexes dans le cadre de la Convention sur la Diversité Biologique (CBD).**

Cet atelier qui s'est inscrit dans le vaste programme de mise en œuvre du processus Accès aux ressources génétiques et Partage juste et équitable des Avantages (APA) au Cameroun, avait pour objectif de développer les capacités pour un engagement des Chefs Traditionnels, des communautés locales et des populations autochtones ainsi que d'autres acteurs au niveau national pour la mise en œuvre effective de la stratégie nationale APA du Cameroun, et de tous les instruments internationaux y relatifs.

Plus de 40 participants (chefs traditionnels, société civile, Mbororos, peuples autochtones de la forêt Baka et Bagyeli) ont bénéficié de cette session de renforcement des capacités sur l'APA et ont formulé des recommandations à la suite, dont les principales sont :

- la restitution des enseignements tirés au niveau des communautés ;
- l'identification et la sensibilisation des acteurs clés et parties prenantes

- du processus ;
- la préparation des communautés au processus APA ;
- le développement des Protocoles Bio culturels Communautaires (cartographie des ressources locales et des zones d'usages, etc.)

Pour une bonne implémentation des actions, une plate-forme a été mise sur pied afin de garantir une bonne coordination des actions à travers des démembrements locaux. Initiative fortement encouragée par le ministère de l'Environnement du Cameroun. La tenue de l'atelier a été possible grâce au soutien financier du Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), du Centre pour l'Environnement et le Développement (CED), du Réseau des Chefs Traditionnels pour la gestion durable de la biodiversité et des écosystèmes des forêts (ReCTrad), du projet APA COMIFAC- GIZ et de l'UICN.

Rappel

Le Cameroun, très engagé dans le processus APA du fait de la richesse de sa biodiversité floristique, faunique et culturelle, est bien avancé dans le processus de ratification du protocole de Nagoya sur l'APA (le Protocole a été ratifié et est à l'étape du dépôt des instruments au secrétariat de la Convention) et signé plusieurs mémorandums d'entente pour tester l'APA sur divers ressources génétiques. Le point de départ du processus APA au Cameroun fut en 2011 par un projet financé par le GEF/PNUE à travers la GIZ qui a contribué à l'élaboration d'une politique nationale APA et facilité plusieurs réunions de sensibilisation. Par la suite, en 2013, plusieurs investisseurs se sont intéressés aux ressources génétiques présentes au Cameroun et un projet pilote de valorisation de *Echinops giganteus* a été lancé.

Camille JEPANG
Chargé des Politiques et DI



Les participants lors des travaux en groupe

Communication pour le changement : Radio Environnement partage son expérience sur la lutte anti braconnage

A côté des initiatives que les Etats déploient pour protéger les ressources fauniques dans les aires protégées se trouve un volet important portant sur l'adhésion des populations locales, de sorte à faire d'elles des parties prenantes au combat contre le braconnage sous toutes ses formes et de véritables gardiennes des richesses fauniques de leurs terroirs. L'atteinte de cet objectif passe par une bonne communication pour le changement de comportement ; domaine dans lequel Radio Environnement a assis son expérience depuis de nombreuses années. C'est ainsi qu'elle a facilité ***l'atelier de renforcement des capacités des journalistes et animateurs des radios communautaires du Mayo Kebbi Ouest (République du Tchad) en matière de lutte anti-braconnage, du 06 au 07 juin 2016 au Tchad.***

Outre les enseignements sur la connaissance de la faune, son importance, les menaces à son encontre et la législation faunique, les participants ont été entretenus sur les meilleures techniques de communication radiophonique pour contribuer à réduire le phénomène du braconnage. Plusieurs modules ont été formulés à savoir:

- Pourquoi communiquer sur l'importance de la faune : faire connaître pour faire agir ;

- La communication au service de la conservation : l'expérience de Radio Environnement et du RERAC;
- La stratégie de communication transfrontalière sur la lutte anti-braconnage dans le complexe binational Bouba Ndjidda-Sena Oura.

Ces modules ont permis aux journalistes de bien saisir l'importance de la faune, les intérêts et enjeux de sa protection pour le bénéfice des communautés ainsi que les techniques les plus efficaces pour la transmission des messages aux populations. A la fin des travaux, les participants se sont engagés à introduire systématiquement les questions fauniques dans le contenu et les grilles de programmes de leurs stations radios. Ainsi, les membres du Réseau des Radios Communautaires d'Afrique Centrale (RERAC) du Tchad ont élaboré une feuille de route comportant des actions

de sensibilisation pour la protection des animaux sauvages notamment dans le Parc National de Sena Oura. Au cours des douze prochains mois, il s'agira entre autres de produire et diffuser des messages, microprogrammes, tables rondes multi-acteurs dont l'objectif ultime est d'amener les populations à changer de comportement afin d'éviter de braconner les animaux, et même de participer activement à la lutte contre ce phénomène.

L'atelier a été organisé avec l'appui technique et financier de l'UICN en collaboration avec la Banque Africaine de Développement (BAD), la Communauté Economique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) et le WWF à travers le Programme de Conservation de la Biodiversité en Afrique Centrale-Sauvegarde de l'Eléphant d'Afrique Centrale (PCBAC).

Eugène MESSINA
Radio Environnement



Photo de famille des participants

L'UICN participe à la table ronde sur le Plan de Convergence de la COMIFAC

Le Programme Cameroun de l'UICN est aux côtés de la COMIFAC depuis sa création et lui apporte son appui technique et financier dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan de Convergence. C'est à juste titre que l'UICN a pris part à la table ronde de présentation et de vulgarisation du Plan de Convergence révisé de la COMIFAC, qui s'est tenue le 06 mai 2016 à Yaoundé au Cameroun.

La table ronde a réuni près de 150 participants composés d'autorités politiques, de hauts cadres du Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) et du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED), des délégués régionaux du MINFOF, des représentants des administrations sectorielles, des institutions universitaires et des médias. Organisée avec l'appui de l'UICN, le Fonds Mondial pour la Nature (WWF) et la GIZ. Elle avait pour objectif principal d'informer les parties prenantes sur les orientations stratégiques et

opérationnelles du Plan de Convergence 2 en vue d'assurer la réussite de sa mise en œuvre au Cameroun.

Inscrite en droite ligne avec le plan de campagne de vulgarisation initié par le Secrétariat Exécutif (SE) de la COMIFAC aux fins de (1) favoriser la mise en œuvre et une bonne appropriation du nouveau plan de convergence, (2) de mobiliser massivement les acteurs de chaque pays membres de la commission et de (3) les sensibiliser sur les enjeux actuels dudit plan, la table ronde s'est déroulée en deux étapes.

D'abord un atelier au cours duquel la coordonnatrice nationale de la COMIFAC, madame Victoire EHETH, a fait le bilan de la mise en œuvre du plan de Convergence 1 et présenté la structure du nouveau Plan. Il s'en est suivi la table ronde proprement dite au cours de laquelle l'UICN est intervenue sur son appui à la COMIFAC dans la mise en œuvre du Plan de Convergence.

Autour de la table étaient monsieur Martin TADOUM, Secrétaire Exécutif adjoint de la COMIFAC, madame Victoire EHETH, Coordonnatrice nationale COMIFAC, madame Blandine OUOGUIA, représentante du secteur privé (GFBC) et l'Honorable Gervais BANGAOUI, représentant la société civile (CEFDHAC).

Structuré suivant une approche de gestion axée sur les résultats, le Plan de Convergence révisé de la COMIFAC comprend six axes prioritaires d'intervention que sont :

- L'harmonisation des politiques forestières et environnementales ;
- La gestion durable des ressources forestières ;
- La conservation et l'utilisation durable de la biodiversité biologique ;
- La lutte contre les effets du changement climatique ;
- Le développement socio-économique et
- Les financements durables.

Winnie KITIO



Le Secrétaire Exécutif de la COMIFAC, monsieur Raymond MBITIKON dit son mot de circonstance



Photo de famille des participants à la table ronde

Lutte contre le braconnage : des éco gardes formés à Sena Oura

Le braconnage des grands mammifères dans le complexe binational Yamoussa « BSB » serait l'activité principale d'un réseau des braconniers bien organisés, armés, venant de pays voisins et agissant très souvent avec la complicité des populations locales.

Afin de lutter contre ce phénomène, les acteurs de la conservation ont fait du démantèlement de ce réseau une priorité majeure. C'est ainsi que, le Programme de Conservation de la Biodiversité pour la Sauvegarde des Eléphants (PCBAC) d'Afrique Centrale accompagne le processus de lutte contre le braconnage par le renforcement des capacités des éco gardes.

A cet effet, une formation sur la législation et le renseignement en matière de lutte contre le braconnage s'est tenue dans le Parc National de Sena Oura du 23 au 24 mai 2016 et a regroupé

17 éco gardes et leurs collaborateurs.

Facilitée par l'Ecole de faune de Garoua (EFG), cette formation est l'une des activités principales de la lutte contre le braconnage, dont le but était de renforcer le service de conservation du Parc National de Sena Oura avec les différents outils de gestion des aires protégées sur lesquels :

- les éco gardes s'appuieront pour rechercher,

appréhender et déferer les braconniers devant les juridictions nationales ;

- les éco gardes recouperont les informations pour mettre à la disposition de leur hiérarchie : ces informations précises et complètes permettront de procéder à des interventions plus efficaces avec plus de succès.

GABGALYAN Gaston
Animateur Local



Phase pratique de la formation

La CACO-REDD+ élabore sa note de position sur la REDD+

Une trentaine de délégués du cadre de concertation des organisations de la société civile et des populations autochtones, en sigle CACO-REDD+, se sont réunis le 28 mai 2016 à Brazzaville pour exprimer leur position sur le document de programme de réduction des émissions de carbone dans les départements de la Sangha et de la Likouala, en République du Congo.

Au cours de l'atelier le projet de note de position a été examiné par l'ensemble des participations et adopté.

Le Programme de réduction des émissions de carbone est présenté comme un modèle de développement durable qui figurera parmi les premiers projets en Afrique à expérimenter la REDD+ à grande échelle, notamment par la réduction des émissions de 206 559 649 tonnes

d'équivalents de dioxyde de carbone (CO₂e) à partir des activités de la REDD+ sur cinq ans (de 2015 à 2019), l'accentuation de la gestion durable des paysages, l'amélioration et la diversification des moyens de subsistance locaux et la préservation de la biodiversité.

Brice Séverin PONGUI,
Point focal UICN Congo, Projet REDD+ FFBC

Le transport aérien des espèces sauvages au cœur d'un atelier

Les travaux de l'atelier national au bénéfice des compagnies aériennes opérant au Cameroun sur le transport illicite des espèces animales et végétales sauvages, se sont tenus les 14 et 15 avril 2016 à Douala, au Cameroun.

L'atelier a réuni 65 participants du Cameroun et de l'étranger issus des compagnies aériennes (Air France, Brussels Airlines, Camair-Co, Air Côte-d'Ivoire, Crono Airlines, Asky Airlines, Kenya Airways, TAAG Angola), des entreprises de fret et de logistique (SGS, DHL et Bolloré Africa Logistics), des administrations publiques en charge des forêts et de la faune, des transports (MINFOF, MINTRANSPORTS), de l'Autorité Civile et Aéronautique du Cameroun (CCAA), des organismes d'application de la loi, (Douane, Police,), ainsi que des organisations sous-régionales et internationales (COMIFAC, WWF, UICN-MIKE, TRAFFIC, IATA, ONUDC, Supply Chain Compliance).

L'objectif général de l'atelier était d'améliorer le dialogue et la collaboration entre le gouvernement et les parties prenantes dans le secteur économique du transport aérien dans l'optique de lutter dans le territoire national, contre le commerce illégal d'espèces sauvages et les activités criminelles y associées. 18 présentations ont meublé l'atelier au terme duquel ils ont formulé les recommandations suivantes :

- Promouvoir la collaboration entre toutes

les administrations et compagnies aériennes impliquées dans la chaîne de lutte contre le commerce illégal des espèces de faune sauvage, par la mise sur pied d'un cadre permanent de concertation ;

- Sensibiliser l'ensemble des acteurs sur l'arsenal juridique existant des secteurs forestier, douanier et des transports, y compris les usagers et le grand public ;
- Promouvoir la mise en place des guichets uniques tant au niveau des services de frets que des aéroports ;
- Réviser les cadres légaux régissant les secteurs des transports et de l'autorité aéronautique pour y inclure les préoccupations relatives au trafic illicite et la lutte contre la criminalité forestière et faunique ;
- Promouvoir la signature d'un protocole d'accord entre les structures de la

place aéroportuaire pour une meilleure maîtrise et contrôle de la question de la criminalité faunique au Cameroun ;

L'atelier a été organisé par TRAFFIC en collaboration avec le Ministère des forêts et de la Faune avec le soutien financier du projet allemand Polifund et mis en œuvre par la GIZ au nom du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et le Ministère fédéral allemand de l'Environnement, conservation de la Nature, Bâtiment et de sûreté nucléaire (BMUB). L'appui technique de TRAFFIC a également été facilité par le projet Réponse, Evaluation et Etablissement des Priorités sur le Trafic d'Espèces Sauvages (Wildlife-TRAPS) financé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

Louissette S. Ngo Yebel
Responsable Communication
TRAFFIC Afrique Centrale



Photo de famille de l'atelier

L'UICN aux côtés du MINEPDED pour célébrer la Journée Mondiale de la Biodiversité au Cameroun

En 2016, le Cameroun a consacré une semaine pour commémorer la Journée Internationale de la Biodiversité, célébrée le 22 mai de chaque année. Ainsi, des manifestations ont été organisées dans les régions de l'Est, du Sud-est et de l'Extrême-Nord par le ministère de l'Environnement de la protection de la nature et du développement durable (MINEPDED).

A l'Est, la Réserve de Faune du Dja (RFD) a été retenue comme cadre pour abriter les activités liées à cette journée avec pour sous-thème « **Biodiversité et Ecotourisme** ». Sous la présidence du Délégué Régional du MINEPDED de l'Est, deux articulations majeures ont ponctué la célébration de la journée autour de la Réserve de Faune du Dja : une rencontre avec le peuple Baka du village Malelé à 04 km de Somalomo et une rencontre avec les jeunes scolarisés et non scolarisés de la ville de Somalomo.

De la rencontre avec les populations Baka de Malelé, il ressort que l'écotourisme constitue pour eux une source de revenu non négligeable et ce grâce à la maîtrise des éléments qui composent leur nature.

Un circuit touristique composé de divers éléments de la biodiversité (grottes, arbres centenaires, médecine traditionnelle, etc.) rend agréable les séjours des visiteurs, qui ont très souvent droit à des prestations de danse traditionnelle. Malheureusement ces prestations ne bénéficient pas d'un système organisationnel adéquat qui permette aux populations de bien gérer les revenus issus de leurs prestations. La structure embryonnaire mise en place à cet effet avec l'aide du Service de Conservation du Dja, a besoin d'un renforcement en capacités organisationnelles, matérielles et financières.

Une séance d'échange avec des jeunes scolarisés et non scolarisés de la ville de Somalomo a constitué la

deuxième activité. Le but de cet échange était de recueillir des informations sur leur relation avec la biodiversité, notamment dans le cadre de leur quête quotidienne de revenus. L'on peut retenir de ces échanges que les jeunes ont une bonne connaissance de l'importante diversité qui les entoure et qu'ils exploitent au quotidien, pour payer leurs frais de scolarité (vannerie, récolte et vente des produits forestiers non ligneux, etc.) pour la plus part d'entre eux.

Certains jeunes travaillent très souvent avec le service de conservation de la Réserve, en tant que guides touristiques ou porteurs. D'autres exploitent les ressources de la biodiversité pour la production d'objets d'art : pour ces derniers, il se pose des problèmes de structuration de la filière. La case d'artisanat construite par l'UICN constitue un début de solution à ce problème mais beaucoup reste à faire.

Charles BASSAMA
Assistant Technique



T-shirts produits pour la célébration de la Journée



Les jeunes de Somalomo réunis pour célébrer la Journée

L'UICN renforce la lutte anti braconnage au Parc National de Sena Oura au Tchad

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de conservation de la Biodiversité et sauvegarde des éléphants d'Afrique Centrale, une formation s'est tenue du 27 au 29 avril 2016 à l'attention des acteurs de la lutte anti braconnage (LAB) de la région du Mayo Kebbi Ouest à Pala au Tchad.

Les participants constitués d'une soixantaine des responsables des services des eaux et forêts, de la douane, de la police, de la gendarmerie et de la justice, la formation avait pour but de renforcer la stratégie de la lutte anti braconnage dans les aires protégées par l'implication et la participation des administrations cibles à travers l'application des textes législatifs et réglementaires en matière de

la LAB. Durant la formation, les participants se sont familiarisés avec les lois et textes réglementant la répression en matière de lutte anti braconnage au Tchad, présentés et expliqués par le président du tribunal des grandes instances de Pala.

L'atelier, organisé avec l'appui technique et financier de l'UICN, a été marqué par deux instants forts. Premièrement, la remise par le gouverneur du Mayo Kebbi Ouest, de deux défenses d'un éléphant mal, mort accidentellement dans la réserve de faune Binder-Léré au service de conservation. Pour le gouverneur de la région du Mayo Kebbi Ouest, le braconnage n'est plus une préoccupation particulière des éco gardes, mais un problème de sécurité

nationale voire internationale. C'est un crime qui doit être traité au même titre que le trafic de drogue, d'arme ou d'être humain. Pour juguler ou contenir ce fléau, la contribution et la participation de tous et une intégration sous régionale de tous les acteurs sont à encourager.

Deuxièmement, les acteurs formés se sont engagés à remplir leur fonction en faveur de la LAB et ont prêté serment lors d'une cérémonie de prestation de serment le 29 avril 2016. Cette action contribuera certainement à la fluidité des procédures judiciaires des personnes en flagrante délit dans et autour des aires protégées dans le Mayo - Kebbi Ouest.

GABGALYAN Gaston
Animateur Local



Pointes d'ivoire issues du braconnage saisies

Les communautés de la partie camerounaise du TNS renforcent leurs capacités en agriculture durable

Du 01 au 13 avril 2016 se sont tenues des cérémonies de remise de matériel dans les arrondissements de Salapoumbé dans la section camerounaise du Tri-national de la Sangha (TNS) dans le cadre du projet "**Towards Pro-Poor REDD+ in Cameroon Phase II**". Ces activités constituent la suite d'une formation en agriculture durable dont ont bénéficié les communautés de Salapoumbé en mars 2016.

En effet, L'UICN a engagé une activité de démonstration de l'amélioration des techniques de productions agricoles et valorisation des jachères au TNS et TRIDOM. L'agriculture telle que pratiquée par les groupes rencontrés sur le terrain est une agriculture itinérante sur brûlis qui se fait au détriment de la forêt et constitue l'un des facteurs de dégradation et de déforestation les plus importants. En outre, cette pratique traditionnelle de l'agriculture est caractérisée par une systématisation de la jachère et une destruction progressive de nouveaux espaces forestiers. Fort de ces constats, **les populations ont souhaité renforcer leurs capacités sur des techniques de production agricole durables et respectueuses de l'environnement.**

La valorisation des jachères permet aux groupes cibles rencontrés de réduire la déforestation occasionnée

par la création des nouveaux champs. Elle consiste en la mise en place des jachères améliorées avec les espèces ligneuses et l'introduction dans les espaces cultivées des arbres fruitiers locaux et d'autres PFNL dont les fruits alimentent un pan non négligeable de l'économie locale.

De plus, une évaluation participative d'options d'amélioration des moyens de subsistance des communautés pour réduire la déforestation et la dégradation des forêts à partir des forêts et des terres contrôlées par les communautés a été faite dans le TNS et le TRIDOM. L'évaluation de ces options a permis la hiérarchisation des options suivantes :

- l'amélioration des techniques de production agricoles (cacao, mangue sauvage, moabi), des jachères et du circuit de commercialisation des produits agricoles (cacao);
- la valorisation et la commercialisation des produits forestiers non

ligneux;

- le développement de l'apiculture et du petit élevage pour la réduction le braconnage ;

Selon les études socio-économiques dans les communautés cibles, les activités de subsistance par ordre d'importance tournent essentiellement autour de l'agriculture, le prélèvement des produits forestiers non ligneux, la chasse et la pêche. L'on remarque que la culture de rente (cacao) génère 80,06% des revenus, suivi des cultures vivrières (9,81%), puis des produits forestiers non ligneux (8,81%), de la chasse (0,97%) et de la pêche (0,36%).

Ce travail a été fait avec la collaboration des partenaires que sont : INADES-Formation, ROSE et SAILD. Au total, les communautés ont bénéficié de 364 plantes agro-forestières, 46 matériels pour cultiver et 90kg de grains (maïs et arachides).

Charles BASSAMA
Assistant Technique



Mise en place des parcelles expérimentales

L'UICN restitue un projet mis en œuvre dans la Lobéké au Sud-est du Cameroun

Les activités du projet « **Promotion des Bénéfices Mutuels pour les Communautés Locales et la Conservation des Grands Singes Face aux Activités Extractives dans la Région de Lobéké, au Sud-est du Cameroun** » ont produit des résultats qui ont été partagé au cours d'un atelier organisé le 06 juin 2016 à Mouloundou à l'Est du Cameroun.

L'objectif de cette rencontre était de faciliter l'implication de toutes les parties prenantes dans la conservation des grands singes dans et autour du Parc National de Lobéké, à travers le partage des résultats du projet. L'atelier a permis de :

- partager les résultats du projet avec les acteurs de terrain,
- d'éclairer davantage les acteurs de terrain sur l'intérêt de préserver la faune sauvage et particulièrement les grands singes, des incidences des activités extractives et
- d'édifier les acteurs de terrain sur leurs rôles spécifiques dans l'implémentation des bonnes pratiques visant l'atténuation des impacts des entreprises extractives sur la dynamique des populations de faune sauvage et particulièrement les grands singes .

Les participants étaient constitués des représentants des ministères sectoriels, des chefs traditionnels, des conseillers municipaux de la commune de Mouloundou, des organisations, des Comités de Valorisation des Ressources Fauniques (COVAREF), des chefs de poste de contrôle forestier et de chasse (CPFC) et des représentants des entreprises extractives.

La présentation du projet, son approche de mise en œuvre, ses résultats phares, ainsi que les discussions en plénière ont meublé la rencontre dont les principales recommandations sont les suivantes :

- Promouvoir l'écotourisme dans la région de Lobéké ;
- Mener une réflexion approfondie sur la redistribution des bénéfices générés par l'écotourisme aux communautés locales ;

- Veiller à une meilleure coordination des ministères sectoriels intervenant dans le secteur de la faune et la forêt;
- Renforcer l'implication des populations dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des plans d'aménagement et des études d'impact environnemental des concessions forestières et minières;
- Mettre à la disposition des toutes les parties prenantes les cahiers de charge des sociétés forestières pour un meilleur suivi ;
- Renforcer les capacités des populations locales dans la gestion des fonds issus des redevances forestières ;
- Améliorer la répartition et la gouvernance des redevances issues de l'exploitation forestière ;

Armel MEWOUTH
Stagiaire



Restitution des résultats du projet

Projet BRIDGE Africa : Pour une plus grande coopération par la diplomatie et la gestion transfrontalière de l'eau

Le projet **Building River Dialogue and Governance in Africa** (**Bâtir le dialogue et la gouvernance autour des cours d'eau** en français) est une initiative de l'UICN qui soutient les pays partageant un bassin fluvial ou lacustre dans la mise en œuvre d'une gestion efficace des ressources en eau partagées.

BRIDGE prône une vision partagée des principes de répartition et des bénéfices tirés de l'eau, ainsi que des cadres institutionnels transparents et cohérents. Son objectif est d'améliorer la coopération entre les pays riverains en appliquant la diplomatie de l'eau à de multiples niveaux d'action. En Afrique centrale et occidentale, BRIDGE est mis en œuvre dans le Bassin du Lac Tchad et dans le Bassin du Fleuve Mano.

Dans le bassin du fleuve Mano BRIDGE priorise la promotion et le soutien à l'établissement des cadres

juridiques et institutionnels pour la réforme de la gouvernance de l'eau. Pour ce qui est du bassin du Lac Tchad, le projet appuie les initiatives existantes et renforce les dispositions institutionnelles déjà en place. Il assiste également la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) dans la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) à l'échelle des sous bassins. BRIDGE s'articule autour de 5 stratégies dont :

- **la démonstration** des différentes façons d'instaurer la coopération dans un bassin pour la création d'un climat de confiance, permettant l'apprentissage partagé et une action conjointe pour renforcer les capacités de gouvernance de l'eau à l'échelle nationale et transfrontalière ;
- **l'apprentissage** par la formation et le renforcement des capacités de plusieurs

parties prenantes, notamment des acteurs municipaux et de la société civile, ainsi que des décideurs ;

- **le dialogue** pour la construction du consensus par le moyen d'actions de démonstration et d'apprentissage visant à catalyser le dialogue sur des sujets politiques, techniques et relatifs au développement ;
- **le leadership** par le renforcement des capacités des leaders sur la coopération transfrontalière pour l'eau et pour une meilleure gouvernance de l'eau, capables de prôner la mobilisation de la diplomatie de l'eau et
- **l'appui technique** par l'apport de conseils et d'assistance technique à la demande des gouvernements et des parties prenantes, notamment sur les cadres institutionnels et juridiques.



Photo de famille de l'un des ateliers régionaux organisés lors de la phase du projet par l'UICN

Projet BRIDGE Africa : Pour une plus grande coopération par la diplomatie et la gestion transfrontalière de l'eau

De nombreux résultats

Depuis 2015, BRIDGE a enregistré plusieurs résultats dans le Bassin du Lac Tchad, dont les principaux tournent autour de :

- l'appui à la mise en place en mai 2015 de deux plateformes nationales : (Plateforme des Acteurs de Gestion des Ressources Naturelles de la partie Tchadienne du Bassin du Lac Tchad (PAGR-PTBLT) et la Plate-forme des Acteurs de Conservation et de Développement de la Plaine d'Inondation du Logone (PLACODEPIL) ;
- l'appui à la mise en place en juillet 2015 d'une Plateforme Transfrontalière de gestion des ressources

naturelles du sous bassin du Chari Logone (PTGRN-SBCL) du lac Tchad. Elle a pour objectif de Contribuer à une gestion efficace et efficiente des ressources naturelles du Sous Bassin Chari Logone pour le bien être des populations du bassin du Lac Tchad ;

- la production de 3 cartes thématiques sur l'occupation des sols incluant les zones de développement à grande échelle, l'importance des ressources biologiques et la sécurité alimentaire et les grandes infrastructures hydrauliques existantes et planifiées ;
- le développement du leadership avec l'identification et la

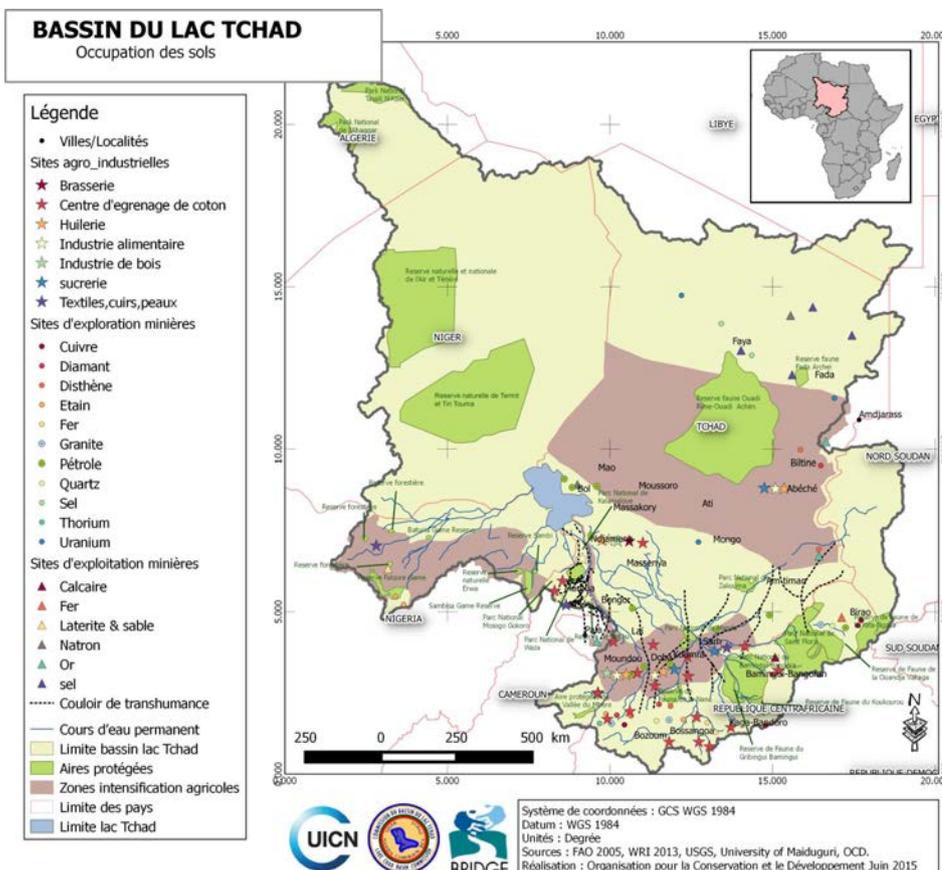
formation de 6 leaders de l'Eau du bassin du Lac Tchad ;

- l'organisation des sessions de formation des acteurs locaux, des membres du comité transfrontalier et des champions de l'eau sur des thématiques liées à la gouvernance des ressources en eau partagées.

BRIDGE : vers une nouvelle phase

Une nouvelle phase du projet BRIDGE commence et il est envisagé que soient menées dans le bassin du Lac Tchad des actions d'appui à la CBLT pour le plaidoyer auprès du Nigeria pour la ratification de la Charte de l'eau, et d'accompagnement de la plateforme transfrontalière à l'élaboration d'un outil de gestion des ressources en eau du sous bassin. En addition à cela, le projet compte développer un leadership et un support de connaissance (cartes thématiques du sous bassin Chari Logone) pour soutenir le dialogue à l'échelle locale d'une part et former les acteurs du bassin en gouvernance transfrontalière, partage des bénéfices liés à l'eau et droit international de l'eau d'autres parts.

Pour en savoir plus :
www.iucn.org/bridge ;
www.waterlawandgovernance.org ; ou contacter
camille.jepang@iucn.org



The continual dwindling state of the Lake Chad waters and the menace on its wildlife species in its basin is a cause for worry to actors in conservation. A concerted action by member countries of the Lake Chad Basin Commission (LTBC) to solve the problem, further worsened by insecurity and terrorism, is of prime importance. That is why when the Executive Secretary of the Lake Chad LTBC was in Yaoundé of recent to participate in a meeting organized by the council of ministers of the International Commission of the Congo Basin-Ubangi Sangha, better known by its French acronym as CICOS, which is also a sister organization to the LTCBC, he seized the opportunity to grant an interview to the radio station of the International Union for Conservation of Nature (IUCN) on the present reality of the Lake Chad Basin. Sanusi Abdoulaye on Radio Environment.

How do you link up the CICOS work with the challenges of the Lake Chad Basin Commission?

The major challenge we have in Lake Chad is the issue of climate change. Even the security challenges that we have are linked to the consequences of climate change, which have brought about degradation to the land and the ecosystem in the area. That is why I said we need to emphasize our relationship and to enhance a stronger leadership with CICOS to ensure that Cameroon, being a member of CICOS and a founding member of the Lake Chad Basin Commission, we use the Cameroon conference/meeting to ensure that we get all the necessary support from other members of the council of ministers of CICOS. The security challenge is the next issue we have as a consequence. Degradation caused by climate change, has brought about extreme poverty to the community and loss of biodiversity, and is also creating unnecessary conflicts over scarce resources. Concerning security, we are also making significant progress to ensure that the terrorists are ejected, eliminated and essentially destroyed so that we can concentrate on the

development programmes in the sub region.

Climate change is taking a down turn in our region. More than 30 million people live around the Lake Chad Basin and have been benefiting from it ever since the 1960s. Now that the basin and its river are dwindling, how grave is the situation out there?

The situation is very grave. Of course, some of the areas are accessible because of security challenges, but that does not prevent us from making efforts to make sure that we reverse the situation with the little resources we have. That brings to the fore front the program that we have a five year investment plan from which a program called PRESIBALT was born, and part of the activities we are going to do in it are to ensure that we find ways and means of increasing the quantity and quality coming to Lake Chad for sustainable development and to ensure that we preserve and conserve the ecosystem, which constitute part of activities IUCN is going to effect in its capacity as partner of the program. Major part of activities we are going to do under PRESIBALT will be done by IUCN, among which advocacy, to ensure

that we sensitize our communities on environmental protection and on the need for integrated water resource management among the member states. Among other things, to ensure that people utilize the little resources that we have, in a very sustainable way.

People living around the Lake Chad Basin have many needs (water for themselves and for cattle, land to cultivate, etc. How does the commission meet those expectations?

We have a window of opportunity through a project called PRODEBALT, financed by the African Development Bank and some other partners. It is through that program that we are able to deliver some support in the area of fisheries, value addition and preservation of the fish that the farmers have largely caught. We have also opened up concentration areas so that those who are taking care of cattle can also take their livestock there, and also support the farmers with exchange of services and also provide them with education on how best to use drought-resistant seeds as well as high-yielding crops. But we would want to do more if we have the opportunity.

Cameroon, Chad, Niger, Nigeria, CAR, Lybia are member states of the Lake Chad Basin Commission. What efforts do they make to protect the lake to ensure that it is safe from extinction?

Because of the situation they are in, Lybia is trying to spring to its feet once again. We thank God that the Central African Republic is now back to stability, only that they are still trying to recover from the stress that the country suffered. So we have six very active member states. The situation in the last two/three years has been grave because most of the resources of countries have now been channeled to fighting terrorism. You know fighting war and managing

refugees and internally displaced people is very expensive. We are beginning to see that when this issue is put behind us, with a stronger collaboration, a stronger cooperation between countries now, I think the situation will be much better for the Lake Chad Basin commission. Since the creation of the Lake Chad Basin Commission in the 60s, there has never been a better time when our leaders became not only friends but brothers.

People living around the Lake Chad Basin have many needs (water for themselves and for cattle, land to cultivate, etc. How does the commission meet those expectations?

We have a window of opportunity through a project called PRODEBALT, financed by the African Development Bank and some other partners. It is through that program that we are able to deliver some support in the area of fisheries, value addition and preservation of the fish that the farmers have largely caught. We have also opened up concentration areas so that those who are taking care of cattle can also take their livestock there, and also support the farmers with exchange of services and also provide them with education on how best to use drought-resistant seeds as well as high-yielding crops. But we would want to do more if we have the opportunity.



Juillet à septembre 2016

- Session de formation sur la « **Gouvernance transfrontalière des eaux partagées et partage des bénéfices liés à l'eau des acteurs du bassin du Lac Tchad** » ;
- Appui aux communes de Ngog-Mapubi et de Dibang pour l'aménagement des voies d'accès à 3 sites touristiques ;
- Voyage d'étude dans 2 sites éco touristiques bien aménagés et fonctionnels à savoir le parc de la Mefou et le site Ebogo;
- Réunion du comité de pilotage du projet de « **Sécurisation des moyens d'existence des communautés pour le développement durable du Parc National de Waza et sa périphérie** »;
- Session de formation des journalistes et animateurs des radios communautaires membres du RERAC sur la lutte anti-braconnage et la REDD+.

GALERIE IMAGES

Monsieur Philip Ngole Ngwese, ministre des forêts et de la Faune (MINFOF) du Cameroun et madame Samantha Power, Ambassadrice des États-Unis aux Nations Unies ont procédé à l'incinération de plus de 2000 pointes d'ivoire en avril à Yaoundé au Cameroun. Cet acte démontre la volonté de l'Etat camerounais de lutter fermement contre le braconnage qui fournit le marché noir.



Gorilles : Ces frères de l'homme en danger de disparition !

Les gorilles sont les êtres vivants les plus proches de l'homme, après le bonobo et le chimpanzé, avec un ADN de 98 % à 99 % identique à celui des humains. Ils peuvent se trouver plus grands s'ils n'ont pas les genoux fléchis et leurs bras dépassent la longueur du corps qui peut atteindre 2,75 mètres. Ils peuvent vivre jusqu'à 30 ans en milieu naturel et 50 ans en captivité.

La répartition géographique des gorilles se partage sur deux massifs forestiers géographiquement distants de quelque mille kilomètres : l'un situé à l'est de l'Afrique centrale et l'autre à l'ouest de celle-ci. Le bloc forestier ouest-africain abrite la sous-espèce la plus abondante, avec une population estimée entre 40 000 et 80 000 individus, répartis sur le Cameroun, la Guinée équatoriale, le Gabon, le Congo et la République centrafricaine. Le bloc est-africain abrite les deux autres sous-espèces, dont 12 000 vivent en République Démocratique du Congo et environ 600 dans la forêt de Bwindi en Ouganda.

Menaces

Les gorilles se nourrissent principalement de végétaux : fruits en grande partie, pousses, tiges, feuilles, mais parfois aussi d'insectes. Grâce à ce régime alimentaire et leurs nombreux déplacements, les gorilles participent activement à la régénération forestière.

Les forêts du Gabon et de la République démocratique du Congo abritent 80% de la population mondiale de ces animaux. Entre 1983 et 2000, plus de la moitié d'entre eux (56%) a disparu. Toutes les espèces de gorilles sont inscrites sur l'annexe I de la CITES et sont déclarées comme en danger d'extinction voire en danger critique par l'UICN. Plusieurs raisons expliquent cette situation :

Destruction de leur habitat

La principale perturbation occasionnée aux populations de gorilles est la destruction de leurs habitats en général et la déforestation en particulier. A côté de cela s'ajoute des incendies provoqués à des fins agricoles qui entraînent

souvent la mort de singes et la construction des routes qui constitue une porte ouverte aux braconniers dont les actions alimentent le commerce illégal d'animaux.

Chasse illégale

Bien que les gorilles soient des espèces protégées, la chasse fait encore partie des principales menaces, car elle représente une activité prospère dans des zones relativement pauvres. Les jeunes individus sont capturés pour des fins culturelles ou pour être vendus sur les marchés. Ils sont généralement battus et blessés lors de la capture, si bien qu'un faible pourcentage d'individus subsiste. Les petits gorilles seront capturés pour être engraisés (avec du maïs et des bananes) puis consommés. Certains seront traumatisés par la mort de leurs mères et mourront dans la plupart des cas de dépression ou de malnutrition.

Croyances fétichistes

Des pouvoirs sont attribués aux crânes, aux os et aux mains des gorilles. Ces derniers sont très souvent capturés pour l'accomplissement de croyances locales. Chaque partie du corps aurait des effets bénéfiques divers comme la force et la vitalité, une meilleure fertilité et des propriétés spirituelles. Les oreilles, langues, organes génitaux et petits doigts sont vendus aux sorciers guérisseurs qui leur attribuent des propriétés magiques.



Gorille d'Afrique

Gorilles : Ces frères de l'homme en danger de disparition !

Des mesures

Afin de coordonner tous les efforts menés dans le monde en faveur des grands singes, les Nations Unies ont initié le programme international GRASP (Great Apes Survival Project) en 2001. Il regroupe les vingt-trois pays africains et asiatiques où l'on trouve encore des populations de grands singes en liberté, ainsi que des agences de l'ONU et des organisations non gouvernementales.

Le GRASP sert à financer des actions de protection, d'étude des animaux et de sensibilisation des populations locales, ainsi que des actions vers l'élaboration des plans nationaux pour la survie des grands singes. Les principaux bailleurs de fonds sont des pays industrialisés tels que la Grande-Bretagne,

l'Irlande, l'Allemagne et la Norvège.

Par ailleurs, le Fonds Mondial pour la Nature (WWF) met en œuvre depuis 2002 un programme de conservation sur les grands singes établis autour de six axes :

- **Protection et gestion** : conservation de populations viables ;
- **Soutien de la communauté** : augmenter le soutien public destiné aux grands singes en réduisant le conflit humain/singe ;
- **Politique** : établir des politiques de conservation, des stratégies et des lois pour limiter le braconnage des singes et la déforestation ;
- **Développement du savoir** : augmenter la

capacité des états à conserver et gérer les grands singes ;

- **Commerce** : réduire le commerce international illégal de grands singes ;
- **Conscience** : faire prendre conscience au public du problème des grands singes.

Beaucoup d'efforts doivent encore être fournis pour la conservation des grands singes et des gorilles en particulier. La communauté internationale est néanmoins de plus en plus consciente du danger qu'encourent les grands singes et cette conscience se manifeste par la création de nombreux programmes et la conduite de divers projets. L'on a plus qu'à attendre que tout cela porte ses fruits.



Gorilles braconnés



UNION INTERNATIONALE
POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE

Programme Cameroun
B.P. 5506 Yaoundé Cameroun
Tel: +237 222 21 64 96
Fax: +237 222 21 64 97
Email: www.iucn.org
Site web: www.iucn.org/fr/propos/union/secretariat/bureaux/paco/cameroun/